

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/JOR/8

7 juin 2002

(02-3174)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

JORDANIE

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 mai 2002.

En vertu de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes et compte tenu du mode de présentation correspondant adopté par le Comité des sauvegardes dans le document de l'OMC G/SG/1, la Jordanie notifie au Comité que la Direction nationale de la protection de la production (NPPD) a ouvert une enquête en matière de sauvegardes concernant l'accroissement des importations d'appareils de cuisson et de chauffe-plats - à combustibles gazeux ou à gaz et autres combustibles.

1. Date de l'ouverture de l'enquête

L'enquête a été ouverte le 29 mai 2002.

2. Produits faisant l'objet de l'enquête

Les produits visés par l'enquête sont les appareils de cuisson et chauffe-plats - à combustibles gazeux ou à gaz et autres combustibles relevant, dans le système tarifaire de la Jordanie, de la position 7321.112.

3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

Cette enquête a été ouverte suite à l'examen d'une demande d'application d'une mesure de sauvegarde déposée auprès de la NPPD par des producteurs nationaux qui représentent une proportion majeure de la branche de production nationale des produits visés.

Les données relatives à l'évolution des importations font apparaître une augmentation constante depuis 1998: 12 pour cent en 1999, 32 pour cent en 2000 et 1 pour cent en 2001.

En raison de l'accroissement des importations au cours de la période considérée, la branche de production nationale jordanienne a subi de lourdes pertes et enregistré des baisses importantes de la production, de la productivité, de l'utilisation de la capacité, de la part de marché et de l'emploi.

L'enquête en matière de sauvegardes a pour objet de déterminer si une mesure de sauvegarde est nécessaire pour réparer le dommage grave subi par la branche de production nationale.
